



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

npa2009.org

**FAITES
VIVRE L'ANTI-
CAPITALISME
CAMPAGNE
FINANCIERE 2013**

Association de financement « NPA souscription »
1 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil
Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA.

CC

**CONTRE
L'AUSTÉRITÉ**

1 MILLION D'€

**POUR
LE NPA**

npa2009.org/souscription

PRENDRE CONTACT

NPA - 2 rue Richard Lenoir -
93 100 Montreuil
ecrire@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Tel :

...../...../...../...../.....

Mail:.....

@.....

PACTE DE RESPONSABILITÉ: HOLLANDE EXAUCE LES VŒUX DU PATRONAT!

Lors de ses vœux, Hollande propose aux patrons un « pacte de responsabilité ». Pierre Gattaz, le président du MEDEF applaudit et note qu'il est « très proche » de leur propre « pacte de confiance ». Il a raison, Hollande reprend mot pour mot le discours habituel des patrons: « moins de charges sur le travail, moins de contraintes » en contrepartie de « plus d'embauches et de dialogue social ».

Un hold-up en bande très organisée.

Le pacte a plusieurs volets. Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE), cadeau fiscal aux entreprises, va être multiplié par deux, de 10 à 20 milliards. La remise à plat fiscale promet de « voir comment la fiscalité des entreprises peut être mise au service de l'emploi ». En clair il s'agit de réduire l'impôt des sociétés au moment où la TVA, l'impôt qui pèse le plus sur les plus pauvres, augmente !

Mais le point central concerne la protection sociale. En mai, le Haut Conseil du financement de la protection sociale rassemblant les « partenaires sociaux » rendra son rapport au gouvernement. La commande est simple « réduire le poids des cotisations pesant sur le travail, afin de favoriser l'emploi et la compétitivité des entreprises ». Le financement des allocations familiales est principalement visé, les patrons voulant récupérer les 35 milliards de la branche famille.

Un énorme mensonge...

Depuis 30 ans, toujours avec l'argument de l'emploi, les exonérations de cotisations sociales des entreprises se multiplient. En 2012 elles ont atteint 27,6 milliards d'euros. Pendant ce temps le nombre de chômeurs n'a cessé d'augmenter. Non! La baisse des cotisations n'amène pas les patrons à embaucher.

... Et un choix:

La part de la richesse revenant aux salariéEs - salaire et protection sociale- ne cesse de diminuer pour augmenter les profits et l'enrichissement des actionnaires.

Toute baisse des cotisations est une baisse de salaire. Notre salaire est composé du net, touché directement chaque mois, et des cotisations. Les patrons le savent bien, eux qui parlent du coût du travail englobant salaire net et cotisations.

La cotisation sociale est une part du salaire mutualisée et redistribuée aux chômeurs/euses, aux familles, aux malades, aux retraitéEs. Le patronat voudrait ne payer (mal) les salariéEs que quand ils et elles sont au travail. Il veut se désengager de la Sécu, il réclame sans cesse un financement par l'Etat, il préconise assurances ou mutuelles pour la santé et fonds de pension pour la retraite.

Un combat à engager sans attendre.

Le gouvernement annonce une concertation et des décisions prises à l'automne pour entrer en vigueur en 2015. Le coup du dialogue social, nous ne le connaissons que trop. Il a donné la contre-réforme des retraites et la loi sur la compétitivité des entreprises, machine de guerre contre le droit du travail. En plus il risque de se conclure autoritairement par ordonnances gouvernementales, inventées par De Gaulle (déjà contre la Sécu en 1967!) et largement utilisées par Mitterrand et Sarkozy.

Il n'y a rien à discuter. Le plus urgent est de convaincre, de construire la mobilisation, le rapport de force contre le gouvernement et le patronat.